



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document d'action relatif au « Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales – RIMDIR - financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République islamique de Mauritanie L'action sera essentiellement menée dans les quatre wilayas du Programme de renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale (RIMRAP), au sud-est du pays: Assaba, Guidimakha, Hodh el Chargui, Hodh el Gharbi	
3. Document de programmation	Programme d'action annuel 2017	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Programme indicatif national (PIN) 11 ^e FED 1 ^{er} secteur de concentration – Sécurité alimentaire et agriculture durable (SANAD) 2 ^e objectif –infrastructures rurales productives et énergies renouvelables	Aide publique au développement : OUI
5. Montants concernés	Coût total estimé: 36 800 000 EUR Contribution UE: 35 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 1 800 000 EUR.	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet - Modalité anticipée : gestion indirecte avec agences des États membres (CTB et AFD)	

7. a) Code(s) CAD	43040 – Développement rural			
b) Principal canal de distribution	-			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	N/A			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD 1 (pauvreté) ; 2 (faim) ; 10 (droits) principalement et significativement ODD 3 (santé bien-être), 5 (égalité des sexes), 6 (eau), 8 (croissance économique), 9 (infrastructures), 12 (production durable), 13 (changement climatique), 15 (biodiversité).			

RESUME

Le PIN du 11^e FED en Mauritanie dédie 40 % de son enveloppe indicative globale à la **sécurité alimentaire, la nutrition et à l'agriculture durable**. L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations vulnérables. L'approche pour ce secteur, dans un contexte institutionnel incertain, est conçue comme un ensemble complémentaire de mesures afin d'améliorer la gouvernance (*premier volet, déjà engagé, RIMRAP*), de renforcer les investissements productifs et de disponibiliser l'énergie renouvelable (*deuxième volet, RIMDIR*), préalable au travail sur les chaînes de valeur agricoles et pastorales (*troisième volet, RIMFIL*).

L'objectif principal du programme RIMDIR ici proposé est de **renforcer la résilience** des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie dans un

contexte de changement climatique. Il vise spécifiquement à ***améliorer durablement et équitablement l'accès aux services et infrastructures de base et productives*** pour les populations vulnérables.

Le RIMDIR est le second des trois programmes prévus dans ce secteur de concentration (gouvernance du secteur, infrastructures et services ruraux, filières) qui visent les trois objectifs spécifiques du secteur à savoir: (i) Renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable; (ii) Améliorer durablement et équitablement l'accès aux services de base; (iii) Promouvoir le développement de filières agropastorales et halieutiques durables, pourvoyeuses d'emplois stables aux niveaux familial et communautaire, pour assurer la sécurité alimentaire des populations rurales.

Le programme RIMDIR est structuré en trois composantes : A) Construction/Réhabilitation et appui à la gestion d'infrastructures rurales productives; B) Développement de services d'accès à l'énergie renouvelable, C) Renforcement institutionnel et coordination/suivi évaluation, formations et formation/accompagnement des acteurs.

1. CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

1.1.1 *Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE*

Cette action est parfaitement alignée avec le Nouveau Consensus européen pour le développement, ayant comme priorités essentielles: (1) promouvoir la production **d'énergie renouvelable** pour les populations rurales en vue de créer des emplois stables non seulement dans le secteur de l'énergie mais également dans le secteur de la construction au sens large et tout le long des chaînes de valeur agricoles et pastorales¹, (2) mettre à disposition des infrastructures productives agricoles et pastorales permettant de produire mieux et plus, en préservant les ressources naturelles et génératrices de revenus supplémentaires, et donc de **prospérité**, (3) rendre moins pénible le travail des **femmes** en améliorant l'accès et la gestion de l'eau ainsi qu'en générant de meilleurs rendements productifs² et (4) assurer l'adaptation et l'atténuation au changement climatique, lutter contre la désertification et s'inscrire dans une gestion durable des ressources naturelles.

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles des ODD, en particulier les ODD 1 (pauvreté); 2 (faim) et 10 (droits) et il devrait également contribuer significativement à l'amélioration des ODD 3 (santé bien-être), 5 (égalité des sexes), 6 (eau), 8 (croissance économique), 9 (infrastructures), 12 (production durable), 13 (changement climatique), 15 (biodiversité) et 16 (paix et justice).

¹ Composante du troisième programme du premier secteur de concentration, le RIMFIL (appui aux filières agricoles), dont l'identification est en cours.

² Un travail spécifique sur le genre dans les mêmes zones sera entrepris dans le cadre de la troisième composante du premier secteur de concentration du 11^e FED, la RIMFIL, qui travaillera, entre autres, avec les associations de femmes dans les mêmes zones et également sur la transformation agro-alimentaire.

La politique de l'UE en Mauritanie s'inscrit également dans les quatre axes de la feuille de route du partenariat pour la résilience face aux crises au Sahel et en Afrique de l'Ouest, AGIR: l'agriculture durable, la gouvernance, l'accès aux produits alimentaires et la nutrition, ainsi que dans les axes de la Stratégie de l'UE pour le développement et la sécurité dans le Sahel.

La politique de l'État en matière d'énergie renouvelable est également une priorité définie dans la nouvelle stratégie de développement du pays à horizon 2020, la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP). Il est notamment mentionné que d'ici 2030, l'État s'attellera à garantir l'accès à des services énergétiques fiables, modernes et à un coût abordable dans toutes les zones de production; l'ambition est l'amélioration du mix énergétique à travers l'accroissement de la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national.

L'action visera à renforcer la résilience des populations, surtout les plus vulnérables, dans les domaines agricole et pastoral, dans un contexte d'impact significatif du changement climatique en Mauritanie et s'inscrira dans la droite ligne des stratégies nationales³. La Mauritanie compte un nombre important de documents stratégiques⁴ pour le secteur rural mais ceux-ci sont peu en synergie les uns avec les autres, souffrent d'insuffisance au niveau des plans d'investissement et au niveau de la priorisation des actions, et ne reflètent pas toujours clairement les priorités stratégiques du secteur. Ces documents s'étaient inscrits dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) (2001-2015), dont le remplaçant, la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030 a été validé récemment. Il est préconisé par l'Union européenne que la SCAPP, au lieu d'intégrer les anciennes stratégies, devrait voir la reformulation des stratégies sectorielles de façon cohérente. Ce serait nécessaire dans le cas du secteur du développement rural, très morcelé, peu synergique, peu coordonné au-delà du cœur de secteur (agriculture et élevage), et que le RIMRAP⁵ entend optimiser.

Ainsi, le secteur de concentration – *la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable* - est conçu comme un ensemble **complémentaire** de mesures dans les domaines touchés afin d'améliorer la gouvernance, la gestion et l'accès aux ressources, les revenus des populations rurales, la santé et les conditions de vie des populations vulnérables, particulièrement les femmes, et pour augmenter la résilience aux situations de crises.

³ Stratégie nationale de sécurité alimentaire : SNSA 2011-2015, Stratégie du développement rural à l'horizon 2020) et de la récente Loi d'orientation agro-pastorale (LOAP), Programme de développement rural intégré (PDRI, 2012-2015) et s'appuiera sur les recommandations des récentes Revue institutionnelle du secteur agricole et pastoral (RISAP) de mars 2014, et la Revue institutionnelle du secteur de l'environnement (RISE) d'octobre 2010; Stratégie de développement des énergies renouvelables (RRA adopté en 2014), Stratégie nationale pour l'accès universel aux services de base.

⁴ La Stratégie du développement rural à l'horizon 2020, le Programme national d'agriculture (2015), le (futur) Programme national d'élevage (pour 2017), la Stratégie nationale de protection sociale (2013), la Stratégie nationale de sécurité alimentaire (2012), le Plan d'action intersectoriel de la nutrition (PAIN), le Code agro-pastoral, le Code foncier, le Code de l'eau, etc.

⁵ RIMRAP (UE 11^e FED, premier programme du premier secteur de concentration SANAD): Programme de renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale, en cours.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les infrastructures et services ruraux dépendent d'un grand nombre de ministères et d'agences⁶; Ceux-ci seront conviés à une démarche sectorielle dépassant les cloisonnements ministériels, à priori sous la coordination du Ministre de l'économie et des finances (MEF), également Ordonnateur national du FED.

Sur le terrain, le programme va se concentrer, de façon non exclusive, sur les quatre Wilayas du sud-est du pays, sur lesquelles le RIMRAP intervient (Guidimakha, Assaba, Hodh el Chargui, Hodh el Gharbi) et où le Programme d'appui aux filières agropastorales (RIMFIL) se focalisera, dans un souci de complémentarité entre les trois programmes du premier secteur de concentration du PIN 11^e FED. Les communes et les services déconcentrés, acteurs essentiels dans le développement local, sont déjà impliqués dans le présent programme par le biais du RIMRAP. L'ensemble des membres du Comité de pilotage et des Comités de suivi opérationnel du Programme d'appui à la décentralisation, au développement local et à l'emploi des jeunes (PNIDDLE)⁷, du Programme régional d'appui au pastoralisme dans le Sahel (PRAPS)⁸ seront associés comme observateurs, partenaires opérationnels ou bénéficiaires de l'action, ainsi que les agences onusiennes et des États membres pertinents afin de renforcer la complémentarité des deux programmes RIMRAP et RIMDIR.

Les structures de promotion de l'accès aux services énergétiques en milieu rural telles que l'Agence de promotion de l'accès universel aux services de base (APAUS), l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER), seront également associés au programme.

Les acteurs de la société civile (organisations socio-professionnelles (OSP), les organisations de base (OB), les ONG locales, les associations et groupements socio-économiques, etc.) bénéficieront directement de l'action, ainsi que les prestataires locaux et autres petites et moyennes entreprises (PME) du pays et de la sous-région (entreprises, bureaux d'études, tâcherons, fournisseurs de matériaux, contrôleurs des travaux) et enfin les structures de formation techniques et professionnelles devront prendre une place importante dans la mise en œuvre des infrastructures programmées⁹; ce sont des acteurs à renforcer dans le cadre du programme.

Les populations rurales vulnérables, en particulier les éleveurs traditionnels et les petits agriculteurs, géographiquement marginaux, et spécifiquement les femmes, les jeunes et les plus démunis restent les groupes cibles par excellence et les bénéficiaires prioritaires de l'intervention.

⁶ Agriculture; Élevage; Habitat, urbanisme et aménagement du Territoire; Transport et équipements; Énergie, mines et pétrole; Hydraulique; Environnement et développement durable; Intérieur et décentralisation; Agence Tadamoun; Commissariat à la sécurité alimentaire; agences d'électrification rurale: APAUS et ADER.

⁷ Programme de décentralisation du gouvernement mauritanien, en partie financé par l'UE

⁸ Programme régional d'appui au pastoralisme (Banque mondiale)

⁹ En coordination avec les autres activités de l'UE, en cours de développement, visant à la formation professionnelle et à l'emploi des jeunes

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le secteur du développement rural souffre de nombreuses faiblesses structurelles. La présente action a pour ambition d'améliorer, voire même de résoudre, dans la zone d'intervention, les principaux problèmes listés ci-après :

1. des pratiques agropastorales devenues obsolètes, peu productives et mettant de plus en plus souvent en danger l'environnement, avec des dégradations avérées, eu égard notamment à l'augmentation du chargement en bétail et à la baisse tendancielle de la pluviométrie;
2. un espace agropastoral néanmoins dans son ensemble sous exploité et largement dépendant des fluctuations de la pluviométrie; rendu très fragile, et par endroits déjà largement détérioré par des pratiques inadaptées;
3. des infrastructures insuffisantes, mal dimensionnées, mal/et ou peu utilisées, souvent déconnectées des besoins locaux ou du marché, en règle générale sans maintenance et réalisées sans mesures d'accompagnement ni services associés qui permettent leurs fonctionnalités (par ex. services énergétiques ou analyses sociologiques d'accompagnement);
4. des choix et localisations des infrastructures rurales sans réelle prise en compte des besoins des groupes sociaux les plus vulnérables;
5. une trop faible capacité de maîtrise d'ouvrage au niveau local et un risque important dans le processus de passation de marché au niveau central de ne pas privilégier le secteur privé local;
6. de faibles capacités de mise en œuvre/suivi des travaux/services/fournitures dus au faible niveau d'expertise des opérateurs privés (entreprises, bureaux d'études, etc.) et des associations;
7. une faible compétence et disponibilité des techniciens des services publics déconcentrés qui sont censés appuyer, même pour les actions de plus faible ampleur, dans toutes les phases de construction et maintenance des infrastructures (identification, conception, études, sélection, suivi du contrôle des travaux, appuis à l'utilisation des infrastructures,...);
8. des priorités très importantes données aux infrastructures de type « social » (écoles, centres de santé, eau potable) et regroupement de populations et très faibles aux infrastructures productives;
9. un taux moyen d'accès à l'électricité très faible, estimé à 6 % en zone rurale¹⁰;

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Manque d'appropriation par les partenaires du programme au niveau local	M	Les activités de structuration, de formation et de planification mises en œuvre sous le RIMRAP, et qui seront poursuivies par le présent programme, visent à inclure et responsabiliser les autorités/partenaires pertinents, en particulier au niveau local, directement concernés par les ouvrages.

¹⁰ Source: SCAPP, 2017, volume 2.

Durabilité des ouvrages/Infrastructures inadaptées	E	C'est un risque réel et clairement identifié comme tel par le premier secteur du FED. La préparation en amont (identification/opportunités, études technico-économiques) permettra de déterminer si un ouvrage est durable, ou pas, et s'il répond à un besoin exprimé par les populations. Un travail d'accompagnement avant, pendant et après la réalisation devra aussi permettre d'assurer le service pour lequel l'ouvrage a été réalisé et assurer une meilleure durabilité. Également, un travail de compréhension des réalités locales devrait aussi permettre d'appréhender les blocages de nature autre que technique (aspects anthropologiques et sociologiques).
Difficulté d'inclure des clauses sociales 'emploi des jeunes', 'genre', pour les infrastructures à réaliser	M	Il pourrait être difficile d'inclure des clauses sociales dans les termes de référence des travaux pour certaines infrastructures. Nous attacherons néanmoins une attention particulière à ce que la mise en place des infrastructures soit accompagnée de composantes fortes en matière de genre et d'emploi des jeunes.
Compétition entre les ministères techniques, insuffisances en matière de coordination sectorielle ou territoriale	E	Les activités de mise en synergie du RIMDIR doivent aboutir à des approches sectorielles et territoriales, donc complémentaires en ce qui concerne les domaines d'activités de différents ministères et de leurs services déconcentrés. Le fait de donner au MEF un rôle de supervision et de direction devrait permettre de limiter ces contraintes opérationnelles. Ce montage a permis dans le cadre du RIMRAP d'aboutir à un bon niveau de coopération et travail entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'élevage, tant à Nouakchott que sur le terrain.
Épisode climatique grave (sécheresse, hivernage trop humide, etc.): ces facteurs liés au changement climatique et aux mauvaises conditions d'exploitation des ressources naturelles	M-E	Les actions de planification entamée sous le RIMRAP doivent permettre d'anticiper une partie des problèmes possibles. Le dialogue sous la plateforme sectorielle doit progressivement mener à une meilleure anticipation des crises et donc à une réponse adaptée et dans les temps. Les termes de référence pour le dimensionnement des infrastructures sensibles au climat en tiendront compte de façon appropriée.
Multiplication des acteurs, redondance menaçant la capacité d'absorption des acteurs locaux	E	Le secteur rural fait actuellement l'objet d'une attention renouvelée des bailleurs, en vue d'apporter une réponse structurelle aux crises de sécurité alimentaire devenues récurrentes. La disponibilité d'investissements dans le secteur est devenue temporairement importante (sans compter des opérations privées pouvant relever de l'accaparement). Le dialogue s'intensifie dès maintenant avec le gouvernement afin de clarifier et coordonner les projets. L'action visera également à inventorier l'existant et le prévu afin de définir les besoins et éviter les redondances et de pouvoir soutenir le gouvernement pour orienter les partenaires techniques et financiers ainsi que privés.
Manque d'articulation entre les infrastructures et les schémas directeurs sectoriels	E	Les actions prévues de planification des investissements « bottom-up » devraient limiter ce risque et permettre une meilleure prise en compte des réalités locales dans les documents sectoriels
Manque de durabilité du développement. L'instabilité régionale, en particulier dans les	M-E	Les trois volets du premier secteur de concentration du 11 ^e FED visent également à apporter de la stabilité dans les régions voisines avec le Mali, en renforçant la présence des services publics sur l'ensemble du territoire, en apportant des services de

<p>régions voisines au Mali peut oblitérer ces efforts de développement.</p> <p>L'absence actuelle d'un cadre national donnant des assurances claires et un accès équitable au foncier reste une contrainte forte au développement agricole et rural dans le pays.</p>		<p>base aux populations concernées et en permettant un développement local, d'amélioration de la résilience et sécurité alimentaire, ainsi que la création d'activités génératrices de revenu et d'emploi.</p> <p>En travaillant sur les plans de développement communaux et la concertation au niveau local, il est possible d'arriver à des arrangements productifs sans nécessairement devoir clarifier les questions des titres fonciers.</p> <p>N.B.: il est à noter que le gouvernement a pris en 2016 des dispositions visant à la préparation d'une réforme foncière. Si cette réforme se concrétise, les effets ne seront toutefois pas immédiats car il s'agit d'un processus s'étalant sur une période de l'ordre d'une dizaine d'années.</p>
<p>Hypothèses</p>		
<p>La principale hypothèse tient au maintien de la stabilité politique et sociale du pays.</p> <p>De plus, une attention particulière sera portée pour que le RIMRAP et le RIMFIL (appui aux filières agricoles et pastorales) avancent au rythme et à la qualité prévus afin d'alimenter le présent programme.</p>		

3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Les espaces de dialogue et de concertation formels créés par le gouvernement mauritanien se sont avérés insuffisants; en-dehors des phases de préparation des cadres stratégiques pour la lutte contre la pauvreté et des stratégies sectorielles pluriannuelles. Dans le cadre de la formulation de la SCAPP, la proche échéance de la plupart de ces documents a réactivé les discussions ces derniers mois, avec une prise de conscience de la nécessité d'harmonisation entre vision stratégique globale et les stratégies sectorielles, actuellement déconnectées les unes des autres, et du besoin de régularité dans le suivi et la coordination sectorielle.

Au niveau sectoriel, le besoin de coordination du secteur rural est important et des programmes comme le RIMRAP tentent de résorber cette carence avec les partenaires, y compris avec le soutien des agences des États membres comme la Coopération allemande (GIZ) et l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID). Concernant ces dernières, des faiblesses ont toutefois été constatées en ce qui concerne la mise en œuvre des conventions de délégation respectives - lenteurs dans la mobilisation des équipes, faible participation dans les organes de gouvernance du programme, harmonisation insuffisante du suivi-évaluation - mettant en difficulté l'approche programmatique prévue par la convention de financement et appelant à un redressement en 2017.

Les évaluations externes réalisées sur des projets financés par l'Union européenne, la Revue institutionnelle du secteur agro-pastoral (RISAP), les études menées par les départements techniques du gouvernement tendent aussi à montrer une déconnexion trop fréquente entre les besoins réels au niveau des usagers et la réalisation des ouvrages (dimensionnement et utilité des ouvrages, problématiques d'accès y compris conflits fonciers et d'usage, gestion, etc.). Ceci explique en grande partie le manque de pérennité des ouvrages, tant dans leur utilisation que dans leur maintenance, la qualité insuffisante des réalisations constituant l'autre écueil majeur.

Il peut aussi y avoir d'autres raisons au manque de pérennité des ouvrages, liées aux droits d'accès et à des éléments touchant à la sociologie (rapports ethniques, tribaux ou de caste entre les acteurs locaux), qu'il conviendra d'identifier le cas échéant, afin de prévenir des blocages de cette nature.

En matière d'accès à l'énergie en zone rurale, en raison de la taille de la Mauritanie et de sa faible densité hors des zones urbaines, il est coûteux et peu efficient d'envisager de raccorder toutes les zones de peuplement à une grille nationale, voire régionale. Là où cela sera possible, des synergies seront recherchées avec les plans de distribution électrique de l'état. Dans les endroits isolés, des projets comme ERUDI (Projet d'électrification rurale décentralisée interrégionale en Mauritanie), mis en œuvre par le GRET¹¹ sous financement UE, ont montré que la mise en place de systèmes autonomes d'énergie (100 % renouvelable ou hybride) offrait des solutions adaptées, appréciées et utilisées par les populations.

S'appuyant sur les diagnostics participatifs en cours dans les quatre wilayas d'intervention dans le cadre du RIMRAP, la présente action entend réhabiliter, ou réaliser, des ouvrages dont l'utilisation réelle et durable s'avère confirmée par *l'ensemble* des acteurs concernés par ces

¹¹ ONG internationale de développement de droit français

infrastructures et services, et générateurs d'emplois durables. De même pour les infrastructures énergétiques, qui devront correspondre à un besoin identifié et permettre un impact positif sur l'activité socio-économique de la communauté, tout particulièrement les jeunes et les femmes.

La conception, le mode de fonctionnement et la localisation exacte des infrastructures, les futures responsabilités, les règles d'utilisation et de recouvrement des coûts de fonctionnement et de maintenance seront, avant réalisation, formalisés via des accords formels entre les parties concernées.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le groupe sectoriel « Développement rural et sécurité alimentaire » réunit en théorie mensuellement les acteurs impliqués dans le secteur et tente de s'inscrire dans une dynamique programmatique. Par manque de vigueur, le groupe a échoué à établir une réelle approche de coordination et de développement de stratégies concertées. Plus spécifiquement, pour les infrastructures et services ruraux de base, il n'existe pas encore de cadre spécifique de coordination.

Outre l'Union européenne qui investit depuis de longues années dans les infrastructures routières et rurales, les donateurs principaux dans la large sphère des infrastructures rurales sont l'Agence française de développement (AFD), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale (BM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les divers Fonds arabes, ainsi que la Chine. Les investissements sont souvent importants, contiennent très peu d'ingénierie sociale, se réalisent encore trop souvent sans concertation avec les acteurs sectoriels et les bénéficiaires et sont généralement confrontés à des problèmes de pérennité (une partie des investissements réalisés en Mauritanie dans les années 80 dans le développement rural est tombée en désuétude depuis¹²).

La présente action s'assurera que les infrastructures productives et énergétiques qui seront réhabilitées et mises en place soient pertinentes et n'entrent pas en compétition avec celles prévues dans le cadre du Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS¹³) financé par la Banque mondiale ainsi qu'avec celles prévues dans le cadre du Projet de développement des filières inclusives (PRODEFI) financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) ou de tout autre programme à venir.

L'action bénéficiera également des résultats du programme PECOBAT¹⁴ financé par l'UE dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence sur les aspects liés à la formation des jeunes. Outre les formations en travaux publics, le PECOBAT a démarré une formation spécifique sur la mise en place et la maintenance d'installations photovoltaïques. Les jeunes formés dans le cadre du PECOBAT seront mis en relation avec les entreprises locales qui réaliseront les infrastructures dans le cadre du RIMDIR afin qu'ils puissent dans la mesure du possible y décrocher un emploi. De la même manière, les jeunes qui sont actuellement formés dans le

¹² Début 2016, le Ministère de l'hydraulique estime qu'environ 80% des ouvrages hydrauliques ruraux sont, pour une raison ou pour une autre, non utilisés ou non utilisables.

¹³ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/05/26/world-bank-mobilizes-us248-million-to-support-2-million-pastoralists-in-the-sahel>

¹⁴ Le projet pour l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles construction dit PECOBAT met en œuvre des formations professionnelles certifiées sous forme de chantiers écoles avec des PME, œuvrant dans la construction de bâtiments avec des matériaux locaux

cadre du chantier-école, mis en œuvre par le Bureau international du travail (BIT) sous financement 10^e FED, seront également mis en relation avec les entreprises.

La composante Énergie du programme bénéficiera et consolidera les actions déjà entreprises dans le domaine de l'électrification rurale et sous financement UE. Ces actions concernant notamment les projets financés dans le cadre de la Facilité Énergie (I et II) avec la mise en place de plateformes solaires ou de mini centrales hybrides combinant photovoltaïque et générateur diesel (ERUDI, PELEC, IPES); ainsi que l'hybridation de centrale thermique existante avec du photovoltaïque (exemple de la ville de Kiffa, mise en œuvre par l'AFD, avec contribution financière UE).

L'action bénéficiera également des enseignements tirés de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC), qui alimentera la réflexion sur l'adaptation au changement climatique. Il est d'ailleurs envisagé qu'une deuxième phase du programme AMCC (GCCA+) puisse être entérinée et que celle-ci puisse contribuer à la réduction de la vulnérabilité environnementale et climatique dans ces mêmes wilayas, en complémentarité avec les activités mises en œuvre sous RIMRAP RIMDIR.

Une synergie sera également assurée avec le projet « sécurité et développement » 10^e FED qui, dans sa composante 2 intitulée « sécurisation et amélioration des conditions de vie des populations de la zone déclarée sous régime spécial » (zone sous contrôle de l'armée) finance des infrastructures de base et appuie le « groupement nomade » dans ses actions envers la population et le cheptel, vu qu'il s'agit d'une des Wilayas où intervient le RIMDIR.

3.3 Questions transversales

Les **questions environnementales** seront fondamentales pendant toute la durée de l'action. En effet, une infrastructure/un service, même de petite taille, est impacté(e) par, ou possède un impact potentiel plus ou moins important sur son environnement. Afin de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et locales, une attention particulière, sur la base d'une analyse préalable, sera apportée afin que chaque infrastructure/équipement réalisée génère un impact environnemental neutre ou positif.

La réalisation/réhabilitation de petites infrastructures liées à la gestion de l'eau (mares, forages, ...), de conservation des eaux et des sols, de défense et restauration des sols (diguettes, retenues d'eau, pare-feu, etc.) ou à des actions d'agriculture et d'élevage durable contribuera à atténuer les effets du changement climatique, au même titre que toute action qui protège directement les zones d'habitat ou de culture comme les haies vives, les fixations de dunes ou toute initiative de lutte antiérosive, défense et restauration des sols ou autres pratique d'agroforesterie. Dans la même logique, les infrastructures visant à mettre à disposition **l'énergie renouvelable** pour les populations rurales auront un effet immédiat sur l'atténuation du changement climatique.

Une attention sera aussi portée au recensement et à la cartographie de ces infrastructures (SIG), dans un but de bonne gestion de la ressource et d'une approche sectorielle et territoriale intégrée, actuellement défaillante.

D'autre part, l'action attachera une attention particulière à la question du **genre**. Non seulement afin de diminuer la pénibilité du travail des femmes mais également pour que les femmes puissent avoir accès, dans le cadre de l'action, à des sources de revenus ou des emplois stables. Une approche basée sur la définition réellement participative des besoins des

populations locales doit permettre de soutenir les groupes les plus démunis et contribuer à faire valoir leurs droits, y compris leurs droits économiques par la mise à disposition d'ouvrages et de services de base permettant de développer des activités génératrices de revenus, qui pourront contribuer à impacter positivement le statut médico-nutritionnel particulièrement préoccupant des femmes et de leurs enfants et de renforcer leur résilience.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif principal de ce programme est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie. L'objectif spécifique de ce programme *vis*e à améliorer durablement et équitablement l'accès aux services et infrastructures productives et énergétiques des populations les plus vulnérables. Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 et vise les ODD 1, 5, 8, 10 et 16.

Comme stipulé dans le cadre logique du PIN 11^e FED, il vise à atteindre les *quatre résultats* suivants :

- Les besoins qualitatifs et quantitatifs en assainissement et en eau sont améliorés pour l'ensemble des besoins et activités des populations rurales tout au long de l'année,
- Les zones de production concernées par un appui aux filières sont accessibles toute l'année,
- Les populations vulnérables ont accès à une nourriture saine, suffisante et diversifiée tout au long de l'année,
- Les populations vulnérables ont accès à des services énergétiques durables.

Le programme est décliné en trois composantes :

▪ Composante A : Construction/Réhabilitation/Gestion d'infrastructures rurales productives

À partir des besoins exprimés par les communautés, les autorités locales, les organisations paysannes et/ou professionnelles lors des phases d'ingénierie sociale du RIMRAP ainsi que de l'inventaire réalisé lors de la phase d'identification, des infrastructures rurales productives de trois types seront prise en compte pour leur construction ou leur réhabilitation et pour la mise en place de système de gestion pérenne:

- i. Élevage pastoral : pare-feux, récupération de pâturages, couloirs de transhumance, forages pastoraux, mares, parcs de vaccinations, etc.;
- ii. Agriculture et environnement: aménagement de bassins versants, en matière de conservation des eaux/sols et défense et restauration des sols (CES/DRS): cordons de pierres, diguettes filtrantes, seuils d'épandage des crues, petits barrages collinaires, clôtures de protection, systèmes d'irrigation et points d'eau agricoles, périmètres maraîchers, magasins de stockage céréalier, puits/forages, etc.;
- iii. Pistes et ouvrages de désenclavement: pistes rurales, ouvrages de franchissement de passages d'eau, seuils, dalots, digues, drainage, etc.;
- iv. Aménagements socioéconomiques de base: pourront également être couvertes d'autres infrastructures rurales productives, y compris le cas échéant d'adduction d'eau et d'assainissement, si elles s'avèrent utiles notamment en appui aux filières (RIMFIL), pour des questions de flexibilité de programmation.

Les critères d'éligibilité sont présentés en annexe.

▪ ***Composante B : Mise en place de services énergétiques renouvelables***

Cette composante a principalement pour objectif de permettre la mise en place en zone rurale d'unités de fourniture autonomes d'énergie renouvelables pour les localités éloignées du réseau: plateformes multifonctionnelles photovoltaïques, mini centrales solaires –puissances de 15 à 30 kW avec stockage – éventuellement en hybridation, énergie éolienne, etc. conformément à la stratégie du Ministère de l'énergie. Ces infrastructures d'énergie renouvelable, avec des mini réseaux, pourraient accompagner la croissance des petites localités isolées en répondant aux besoins d'électricité des ménages en permettant l'émergence d'activités économiques, notamment dans le cadre de l'économie agroalimentaire, telles que mouture de céréales, conservation et transformation du lait, conditionnement de légumes, etc. (lien résilience, emploi). L'objectif étant l'activation et/ou réactivation de services ruraux locaux ayant une influence positive sur la création d'emplois durables en particulier le long de filières porteuses (centrales de froid, unités de conditionnement de produits animaux ou végétaux, unités de production de semences, unités de stockage, unités de transformation, unités de transformation, unités de pompage d'eau, unités de fabrication d'outillage et de matériels agricoles, etc.). Les besoins additionnels éventuels en matière de distribution électrique seront évalués au cas par cas.

Les critères d'éligibilité seront identiques à ceux des infrastructures productives.

▪ ***Composante C : Renforcement institutionnel, coordination/suivi évaluation et formations/accompagnement des acteurs***

Cette composante vise:

- (i) d'une part à renforcer les capacités nationales et locales dans la planification/coordination/pilotage des interventions liées aux infrastructures rurales; la conception technique et le suivi des réalisations des aménagements hydro-agricoles; la gestion durable et concertée des infrastructures et équipements mis en place; la fourniture de services et conseils (vulgarisation, animation, conseil, etc.); le maintien d'un niveau acceptable de fourniture de services ruraux (conseil, formation, gestion, etc.);
- (ii) d'autre part l'encadrement et la formation des acteurs (privés, organisations socioprofessionnelles, centres de formation, etc.) dans le but de promouvoir/développer l'entrepreneuriat local (PME); de renforcer l'expertise locale dans la conception/dimensionnement des infrastructures rurales, la réalisation, le suivi technique, la gestion et la maintenance; de développer des systèmes de financement endogènes ou externes pour assurer la viabilité économique des investissements, etc.

4.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention du RIMDIR s'articule en deux différentes conventions de délégation (type PAGODA) complémentaires et correspondant aux trois composantes du programme (cf. ci-dessus).

La première convention de délégation, prévue avec la CTB, concernera:

(i) d'une part des actions de renforcement institutionnel des acteurs étatiques et de la société civile, d'appui pour la programmation/coordination, suivi/évaluation, la formation/accompagnement, etc.

(ii) d'autre part de renforcer des investissements physiques en termes d'infrastructures productives et de base devant booster la production agropastorale dans la zone d'intervention et au final améliorer les conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles.

La CTB effectuera les tâches d'appui institutionnel et de renforcement des capacités et exécutera celles relatives aux « grosses » infrastructures. Elle déléguera probablement les actions d'ingénierie sociale et de réalisations de petites infrastructures aux acteurs locaux et internationaux présents dans le pays.

La seconde convention, prévue avec l'AFD, concernera les services énergétiques durables devant sous-tendre les activités agropastorales dans les quatre régions d'intervention du programme et préparer le développement du programme filières (RIMFIL). Elle vient en complémentarité avec les actions de construction/réhabilitation d'infrastructures productives.

L'AFD mettra en œuvre directement cette partie de l'action en partenariat avec le département technique concerné (Ministère du pétrole, de l'énergie et des mines) et les directions et services. Elle fera appel au secteur privé national et international pour les tâches techniques spécifiques.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de l'action est fondée sur une approche duale:

- Développer une approche programmatique dans le domaine des infrastructures rurales productives et énergétiques qui permette aux autorités mauritaniennes et aux parties prenantes concernées de travailler sur base d'un schéma directeur transversal ou trans-sectoriel, fondé en premier lieu sur des besoins exprimés par les usagers.

- Associer l'ensemble des acteurs locaux légitimes¹⁵ à la définition, la maîtrise d'ouvrage, la maintenance, la gestion et l'utilisation équitable d'infrastructures qui permettent des gains économiques et/ou de sécurité alimentaire, et qui prennent en compte les impacts du changement climatique, notamment en matière de recours aux énergies renouvelables.

5.4.1. Gestion indirecte avec une agence d'un État membre de l'UE : CTB – Renforcement institutionnel, capacitation des acteurs et mise en place des infrastructures rurales.

Il est prévu qu'une partie de la présente action soit mise en œuvre en gestion indirecte avec la Coopération technique belge (CTB) conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, sous réserve de la conclusion de la convention de délégation y afférente. Cela concerne la composante (A) et la composante (C), visant les infrastructures productives et le renforcement institutionnel. Cette mise en œuvre implique:

- Pour ***la composante (A)*** : les actions devront concourir à atteindre les résultats liés d'une part à (i) la réhabilitation et/ou la construction d'infrastructures rurales productives tenant compte des contraintes découlant du changement climatique et s'adressant en priorité aux personnes vulnérables et l'accompagnement des bénéficiaires dans la gestion et la maintenance, et d'autre part (ii) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre au profit respectivement des directions centrales des ministères techniques, des collectivités locales, des services techniques déconcentrés et du secteur privé.
- Pour ***la composante (C)*** : elle consistera en une *assistance technique* de la CTB en vue de la coordination globale du programme, du renforcement des capacités et des moyens au niveau central et local dans l'ingénierie sociale, la gestion des infrastructures rurales, la mise à niveau des différents acteurs concernés (secteur privé, local, OSP), le transfert de compétences avec une stratégie de désengagement et la construction de partenariats sur la durée. Les actions concernent entre autres: (i) l'appui dans la réalisation d'un système d'information géographique rural modulaire et l'harmonisation/mise à jour des différentes bases de données sectorielles et leurs interconnexions avec une plateforme SIG¹⁶; (ii) le renforcement de capacité des différentes directions centrales (DAA¹⁷, DHB, etc.), des services déconcentrés au niveau régional et dans la mesure du possible des acteurs du secteur privé local et les OSP; (iii) l'appui à la coordination sectorielle pour les infrastructures/services ruraux; (iv) le suivi/pilotage du programme; et (iv) le suivi/évaluation au niveau intersectoriel, etc.

Ce mode de mise en œuvre se justifie par:

¹⁵ Populations locales, communes, services techniques déconcentrés, comités régionaux de développement, organisations socioprofessionnelles.

¹⁶ Système d'information géographique

¹⁷ Direction de l'aménagement agricole au Ministère de l'agriculture, Direction de l'hydrologie et des barrages au Ministère de l'hydraulique

- La nécessité d'avoir un partenaire technique avec une réelle expertise dans le domaine des infrastructures rurales et qui s'inscrive dans une logique de renforcement de capacités et transfert de compétences dans la durée.
- La nécessité de s'inscrire dans une forme d'assistance technique qui sorte du cadre usuel actuel (marqué par des interventions contractuelles de bureaux d'études, sans réel suivi par la suite), et qui s'inscrive dans une logique de partenariat sur le long-terme.
- L'expérience avérée dans la sous-région et la longue présence de la CTB dans le développement rural plus particulièrement dans la mise en œuvre de programmes d'infrastructures en lien avec la sécurité alimentaire en Afrique, secteur prioritaire pour la CTB.

L'entité en charge réalisera l'ensemble des tâches d'exécution budgétaire relatives aux deux composantes A et C:

- La mobilisation des ressources humaines (experts permanents et non permanents) pour l'appui aux acteurs étatiques et non étatiques, etc.
- La réalisation des investissements physiques (infrastructures¹⁸).
- La formation et le renforcement de capacité au bénéfice des acteurs étatiques au niveau central et déconcentré et de toutes les parties prenantes du programme.

Dans ce cadre elle assurera les tâches liées à la passation des marchés et leur contractualisation, l'exécution des paiements, l'octroi de subvention (s'il y a lieu), etc.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, il sera envisagé soit la mise en œuvre en gestion indirecte avec l'AFD, qui serait ainsi chargée de mettre en œuvre la totalité du programme RIMDIR.

5.4.2. Gestion indirecte avec une agence d'un État membre de l'UE : AFD – Mise en place de services énergétiques renouvelables.

Il est prévu qu'une partie de la présente action soit mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD) conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, sous réserve de la conclusion de la convention de délégation y afférente. Cette mise en œuvre implique l'implémentation des actions prévues au niveau de la composante B visant la mise en place de services énergétiques durables.

Il s'agira essentiellement de la mise en place, en zones rurales isolées, de systèmes autonomes d'énergie photovoltaïques ou éoliennes (plateformes multifonctionnelles, mini centrales solaires, hybridations de mini centrales thermiques, éoliennes, connexions locales, etc.; y compris éventuellement des opérations pilotes recourant à la biomasse si les conditions locales le permettent) devant permettre de sous-tendre le développement de services ruraux en vue d'une amélioration des revenus des ménages pauvres dans la zone du projet.

L'AFD réalisera ainsi les actions relatives aux études techniques (définition de la consistance des investissements et leur dimensionnement), à l'évaluation socio-économiques (rentabilité

¹⁸ Les petites infrastructures seront probablement déléguées aux acteurs locaux qui assureront ainsi les tâches d'exécution budgétaires selon les seuils de procédures de l'agence.

économique et financière), à l'analyse des impacts environnementaux et sociaux, la réalisation des infrastructures énergétiques, l'appui à la gestion, le renforcement des acteurs etc.

Ce mode de mise en œuvre se justifie par:

- L'expérience avérée de l'AFD en Mauritanie, avec une très longue présence dans le pays, et la priorité donnée au secteur de l'énergie par cette agence;
- La bonne maîtrise du secteur de l'énergie aussi bien au niveau national que local. L'AFD a déjà réalisé plusieurs projets d'électrification rurale au niveau du pays depuis les années 2000 et met actuellement en œuvre, avec un co-financement de l'UE, un projet d'hybridation d'une centrale thermique avec du photovoltaïque (région de Kiffa);
- L'agence est un leader dans le secteur de l'énergie en Mauritanie et a développé une très bonne collaboration avec l'administration et avec les autres acteurs du secteur.

L'entité en charge réalisera toutes les tâches d'exécution budgétaire relatives à la composante B: passation des marchés et leur contractualisation, l'exécution des paiements, recouvrement, etc.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, la composante (B) pourra être mise en œuvre en gestion indirecte avec la CTB, qui sera ainsi chargée de mettre en œuvre la totalité du programme RIMDIR. La CTB pourra bénéficier en effet de son expertise dans ce domaine et son expérience acquise notamment dans les pays de la sous-région. Le secteur de l'énergie rurale étant un des domaines de prédilection de l'agence qui a ainsi développé une certaine expertise notamment en Afrique à travers plusieurs projets et programmes. L'entité de remplacement (CTB) sera chargée de mettre en œuvre l'ensemble des tâches indiquées au point 5.4.2 ci-dessus et relatives à la mise en œuvre des services énergétiques durables depuis les études, la réalisation physique, l'appui à la gestion, le renforcement des acteurs publics/privés, etc.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes: conformément à l'article 22, paragraphe 1, point a), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE et conformément à l'article 20, paragraphe 6, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Rubrique	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée**
<i>5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre</i>		
Gestion indirecte avec la CTB :	25 000 000	
Composante A - Construction/Réhabilitation/Gestion d'infrastructures rurales productives	18 000 000	
Composante C - Renforcement institutionnel, coordination/suivi évaluation et formations/accompagnement des acteurs	7 000 000	
<i>5.4.2 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre</i>		
Gestion indirecte avec l'AFD :	8 000 000	1 800 000*
Composante B - Mise en place de services énergétiques renouvelables	8 000 000	1 800 000
Évaluation/Études spécifiques	400 000	
5.9 et 5.10 Évaluation/audit	300 000	
5.11 Communication et visibilité	300 000	
Provisions pour imprévus	1 000 000	
TOTAL	35 000 000	1 800 000

* le montant de la contribution de l'AFD sera confirmé sur base des résultats de l'étude de faisabilité énergétique qui aura lieu au troisième trimestre 2017

** Un co-financement du gouvernement mauritanien sera exigé (montant à déterminer lors de finalisation de la convention de financement), pour couvrir notamment les frais de fonctionnement des agents de l'État mis à disposition.

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pouvoir adjudicateur est l'Ordonnateur national du FED. Les maîtres d'œuvres à priori sont le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'élevage et le Ministère des mines, de l'énergie et du pétrole. Les maîtres d'œuvres délégués prévus à priori sont les suivants (à confirmer ultérieurement avec les autorités mauritaniennes): la Direction des politiques, des statistiques, du suivi - Évaluation et de la coopération (DSCSE-MA), la Direction des politiques, de la coopération, du suivi et de l'évaluation (DPCSE-ME), la Direction de l'aménagement agricole (MA) et la Direction de l'énergie (MPER).

Se voulant un programme structurant dans le sous-secteur des aménagements ruraux, le RIMDIR nécessitera un montage institutionnel ad hoc, prenant en compte la nécessité d'agir aux niveaux national, régional et communal, afin d'atteindre ses objectifs. La structure organisationnelle et de suivi devra être effective à ces niveaux national, régional et communal, avec l'appui/l'implication des différents secteurs techniques concernés.

Les détails de ce montage institutionnel et opérationnel seront affinés avec les autorités mauritaniennes et les partenaires, dans la phase initiale de mise en œuvre du programme.

Au niveau national, le **Comité de pilotage (CP)** se réunira une fois par an. Il sera composé d'un représentant des ministères impliqués dans le programme, d'un représentant de la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED, un représentant de l'Union européenne, un représentant du Groupe sectoriel pour le développement rural et la sécurité alimentaire, un représentant de la CTB avec statut de secrétaire, et tout autre membre qu'il sera jugé nécessaire. Le Comité sera en principe fusionné avec le Comité de pilotage du RIMRAP.

Le **Comité de suivi opérationnel (CSO)** du RIMDIR sera en principe fusionné avec celui du RIMRAP (*même approche à priori ensuite pour le RIMFIL à venir*) dès leur démarrage. Cela permettra d'avoir une réelle approche programmatique (cohérence et complémentarité) sur le premier secteur de concentration du 11^e FED¹⁹.

Au niveau des régions concernées par le programme, les équipes de l'assistance technique de la CTB travailleront à assurer le bon fonctionnement des cadres de concertation de façon à obtenir la bonne finalisation des étapes de sélection et de validation des investissements qui auront été soumis par le niveau local (avec une validation par le Cadre de concertation communal ou le CRD). *Au niveau communal*, les demandes d'investissement devront être passées par les mécanismes de gestion des communes.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des différents acteurs de mise en œuvre. À cette fin, chaque partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Les outils de suivi/évaluation du RIMDIR feront l'objet d'une coordination dans le cadre de l'approche programmatique mise en place par le CSO. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport de chaque partenaire sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action. Afin de mesurer les indicateurs du programme –valeurs de base/cibles– et compléter le cadre logique, chaque partenaire de mise en œuvre (AFD et CTB) réalisera une étude de base (an1) et finale (an5) en liens avec la composante dont il a la responsabilité d'implémentation.

La Commission peut effectuer des visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser

¹⁹ Un addendum à l'arrêté actuel du RIMRAP sera suffisant; pas de nouvel arrêté à prévoir.

des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission. Une évaluation ex-post à an+2 après la phase d'implémentation sera réalisée afin de pouvoir mesurer le potentiel de durabilité de l'action²⁰.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre ou d'une procédure négociée concurrentielle en an2 et an4 de mise en œuvre du programme.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre dans le cadre du plan annuel d'audit de la Délégation.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus. Il est prévu deux marchés: un marché de services et un marché de fournitures dont le timing sera déterminé par le comité de pilotage.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées

²⁰ Cette évaluation pourrait être financée sur les ressources du Programme d'appui à la mise en œuvre (PAMO) 11^e FED.

seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne et de la charte graphique établie spécifiquement pour la Coopération Mauritanie/UE.

APPENDICE 1 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE²¹

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	<i>Renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie</i>	OG1 Indice de pauvreté national OG2 Taux de malnutrition chronique > 5ans national	OG1 44.40% (2014) ²² OG2 2015 – à déterminer quand la SCAPP est finalisée (provisoirement en 2017)	OG1 2020 – à déterminer quand la SCAPP est finalisée (provisoirement en 2017) OG2 – à déterminer quand la SCAPP est finalisée (provisoirement en 2017)	OG1 SCAPP OG2 enquête SMART	Pas d'hypothèse à l'OG

²¹ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

²² Niveau national, sources: SCAPP

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	<i>Améliorer durablement et équitablement la sécurité alimentaire par l'accès aux services et infrastructures de base et productives pour les populations vulnérables</i>	<p>OS -1: Taux d'insécurité alimentaire dans les quatre wilayas, en période de soudure, désagrégée par type de ménage (ménage avec femme comme chef ou non)</p> <p>OS -2: Taux de malnutrition dans les quatre wilayas désagrégées par genre (taille/âge) chez les enfants de moins de 5 ans**(UE CR N1 I10)</p>	<p>À définir (année 1)</p> <p>23.5 (2015)²³</p>	<p>19.05% (même que la SCAPP en 2020)</p> <p>cible ODD en RIM</p>	<p>Enquêtes du programme</p> <p>Rapports SCAPP</p>	<p>La stabilité politique, économique et sociale se maintient.</p> <p>L'ensemble des acteurs du RIMRAP réussit à mettre en place un cadre de travail efficace et un cadre de résultats concrets et partagés.</p> <p>Les PDC développés ou enrichis par le RIMRAP sont utilisés comme base de planification permanente.</p> <p>L'ensemble des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux du secteur coopèrent et collaborent.</p>
Produits	<i>1 - Les besoins qualitatifs et quantitatifs en assainissement et en eau sont améliorés pour l'ensemble des besoins et activités des populations rurales tout au long de l'année</i>	<p>1-1) Proportion de la population rurale, désagrégée par genre, ayant accès à une source d'eau potable grâce à cette action** (UE CR N1 I22)</p> <p>1-2) Proportion des superficies agricoles exploitées de manière productive et durable, désagrégée par genre</p>	<p>1.1 À définir (Année 1)</p> <p>1.2 À définir (année 1)</p>	<p>1.1 À définir (année 1)</p> <p>1.2 – À définir (année 1)</p>	<p>1.1 Enquêtes du programme.</p> <p>1.2 Enquêtes du programme</p>	<p>Les conflits liés à l'accès aux ressources sont apaisés et permettent de trouver des solutions.</p> <p>Les communes, services techniques déconcentrés et autres services de l'état fonctionnent de manière raisonnable.</p>

²³ SCAPP

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		1-3) Nombre de points d'eau (agricoles et pastoraux) rendus fonctionnels avec l'appui de cette action	1.3 A définir (année 1)	1.3 - à définir	1.3 BDD Ministère hydraulique+enquêtes du programme	
	2 - Les zones de production concernées par un appui aux filières sont accessibles toute l'année	2- 1) <i>Quantité du réseau de pistes rurales réalisé, réhabilité et entretenu (en km)**(UE CR N1 I26)</i> 2 -2) <i>Périodes d'inaccessibilité des principaux marchés de détail/marchés de gros (nombre de jours par an)</i>	2.1 : (à définir année 1) 2.2 : Inaccessibilité moyenne = 3 mois par an	2.1 = à définir lors de l'inception 2.2 – inférieure à 15 jours par an	2.1 Rapports Programmes RIMDIR+MET 2.2 Rapports des services déconcentrés du MHUAT/MET	
	3 - Les populations vulnérables ont accès à une nourriture saine, suffisante et diversifiée tout au long de l'année.	3-1) <i>Disponibilité alimentaire dans les zones d'intervention, chez les bénéficiaires de cette action (score alimentaire en %)</i> 3.2 <i>Nombre de femmes ayant une activité rémunératrice durable avec l'appui de cette action</i>	3.1 – A définir (Année 1) 3.2 : (à définir année 1)	3.1 A définir (année 1) 3.2 endline et ex-post	3.1 Enquêtes du programme 3.2 Rapports programmes RIMDIR	Absence d'évènements climatiques extrêmes (sécheresse, crises acridiennes, etc..) causant une crise alimentaire aigue
	4- les populations vulnérables ont accès à des services énergétiques durables	4-1) <i>Nombre de mini-centrales solaires mises en place et gérées de manière durable grâce à cette action** (CR UE N2 I11)</i> 4-2) <i>Nombre de plateformes multi-</i>	4.1 - 0 4.2 – 0	4.1 - A définir (année 1) 4. 2 A définir	4.1-4.2: Rapports programme AFD, APAUS, ADER, SOMELEC 4.3 Enquêtes	Gouvernement poursuit sa stratégie de développement relatif à l'énergie renouvelable

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		<i>fonctionnelles mises en place et gérées de manière durable</i> <i>4.3 Nombre de femmes ayant accès à une source d'énergie grâce à cette action ** (CR UE N1 III)</i>	4.3 0	(année 1) 4.3 à définir (année 1)	programme	